

A propos de la situation actuelle

– par un certain nombre de personnes qui, à des moments différents, étaient dans la RAF

Depuis maintenant trois ans, la sécurité de l'état et les médias conjecturent sur qui précisément aurait, il y a plus de trente ans, tué le procureur général Siegfried Buback et l'industriel Hanns Martin Schleyer. Les enquêteurs sont à la recherche d'indices afin de trouver des coupables qui auraient été impliqués dans d'autres actions de la RAF. Les derniers prisonniers de la RAF ont à peine quitté la taule, que les uns se trouvent confrontés à de nouvelles procédures en justice, pendant que d'autres sont convoqués pour faire des témoignages et sont menacés de contraintes judiciaires. Après la première vague en été 2007, avec l'enquête contre Stefan Wisniewski, on essaie pour la deuxième fois, et ce, depuis fin 2009, de nous faire parler, formellement dans le cadre de l'enquête contre Verena Becker. Verena Becker était dans la RAF en 1977, en 1983 nous nous sommes séparés d'elle. Il y aura bientôt un nouveau procès contre elle, apparemment prélude à d'autres procès. Les enquêtes contre Stefan Wisniewski et Rolf Heißler sont toujours en cours.

De toute apparence, il s'agit d'obtenir des "récriminations", c.à.d. de mettre les participants sous pression et de les faire parler à propos de qui exactement aurait fait quoi. Pendant plus de 30 ans, personne ne s'est soucié de savoir qui était jugé coupable de quoi. La priorité étant de nous faire disparaître derrière les barreaux. Depuis le spectacle médiatisé de "l'automne allemand" en 2007, la "lutte de clarification" est tout-à-coup devenue la question à mille francs. Il ne suffit pas que nous nous soyons déclarés responsables collectivement pour les actions de la RAF. Nous devons, "en fin de compte", vendre la mèche, afin, comme ils disent, de "renoncer à la logique de la conspiration".

En vérité, il s'agit de réduire la discussion sur l'histoire de la lutte armée à un niveau de sang et de violence. A un niveau où chaque lien est coupé et traité en termes de criminologie, et ce, afin que ne se développe un espace dans lequel d'autres considérations que celles déterminées à priori ne puissent, en aucun cas, émerger.

Il y a des gens pour qui nous devrions "faire face" à une "discussion" dont les conditions ont déjà été fixées à l'avance et qui ont pour objectif de dépolitiser les actions de la RAF par la personnalisation. Ou comme le journal *Süddeutsche Zeitung* s'imaginait dans un commentaire à ce sujet: "Bientôt rien ne sera plus reconnaissable des motivations politiques dans cette guerre. (...) L'individualisation et la privatisation du terrorisme allemand constituent son stade ultime. Ce qui se passe avec le terrorisme allemand aujourd'hui est un cas de politique d'histoire appliquée: de la transformation rétrospective du domaine du politique vers le domaine de la vie privée." (le 24 avril 2007)

On exige de nous d'arriver à un "accord historique" qui n'en est, en réalité, pas un. Une "conclusion finale" à laquelle personne d'autre que nous ne se tiendrait et dont les conditions ne sont guère négociables. C'est encore une grosse tentative d'enterrer des expériences réelles, d'empêcher des processus d'apprentissage, d'isoler les différentes luttes les unes des autres.

Là serait donc la fin de l'histoire. Une histoire dont rien ne subsisterait sinon l'auto-accusation et la dénonciation.

Ce qui déclencha toute cette affaire furent les préparations d'une campagne qui était destinée à créer la publicité pour le spectacle planifié pour l'automne 2007 et les productions cinématographiques qui en suivirent. Entre fin 2005 et fin 2006, des collaborateurs du *Spiegel* ont remué ciel et terre pour nous faire participer à une série télé rédigée par l'éditeur en chef du *Spiegel* Stefan Aust. Il fallait quelque chose de nouveau pour nourrir la campagne. Des anecdotes, des commérages, des bavardages qui pourraient fournir aux "témoins contemporains" pourris encore un peu de crédibilité.

On sait que cela n'a abouti qu'à retraiter de vieilles "révélations", mais entretemps le protégé de Aust, Peter-Jürgen Boock, fut porté en avant pour s'occuper des "victimes de la RAF". Après qu'il n'y eu plus rien de nouveau à extraire des "experts" et des "témoins de la couronne", quelques politiciens exigèrent publiquement que les derniers prisonniers de la RAF ne soient libérés que s'ils donnaient des noms. Boock a utilisé cette occasion pour instrumentaliser, dès fin mars 2007, le fils du procureur général pour sa énième version des coupables avec cette fois les noms de ceux-là mêmes qui n'avaient pas encore été condamnés pour l'action en question.

Pour les médias ce fut le moment de commencer le jeu d'ams-tram-gram. Avec une vieille ruse de policier qui renverse simplement les rôles: avec assez de dénégations, le vrai coupable serait finalement automatiquement dévoilé. Le jour qui suivit un talkshow télévisé avec Boock fin avril 2007, Karl-Heinz Dellwo remarqua dans une émission de *Panorama*: "Je connais des cas où des gens étaient absolument innocents et ont fait de la prison pour d'autres." A la question de savoir si nous devons donner des noms, il répondit "c'est aux gens de décider ça pour eux-mêmes." Deux semaines plus tard, Knut Folkerts tombait dans le piège et déclarait, dans un entretien avec le *Spiegel*, son innocence dans l'affaire Buback. Par conséquent, le cirque dans les médias suffit au Bureau du Procureur Général pour formaliser les procédures en justice.

La RAF s'est dissoute en 1998 sur base de son évaluation du changement dans la situation politique globale. Apparemment, le fait que ce fut sa propre décision et qu'elle n'ait pas été vaincue par l'état, reste encore une source d'irritation constante. D'où le lamento éternel du "mythe" qu'il faut détruire. D'où la capitulation politique et morale qu'on exige de nous. D'où les tentatives de faire aboutir la criminalisation de notre histoire, jusqu'à la proposition malhonnête d'une "commission de la vérité". Pendant que les recherches contre les illégaux, les campagnes de diffamation dans les médias et les procédures en justice contre les anciens prisonniers continuent, nous sommes sensés nous prosterner publiquement. Là où, après toutes ces années, ça n'a pas marché par "renonciation", nous sommes maintenant supposés nous dénoncer mutuellement. Sauve qui peut.

Aucun de nous n'a fait de témoignages, non pas parce qu'il y aurait eu un "accord" spécifique entre nous, mais parce que cela va de soi pour chaque être humain doté d'une conscience politique. C'est une question de dignité, d'identité – du camp que nous avons choisi une fois pour toute.

Ne pas témoigner, n'est pas une invention de la RAF. Il y eu l'expérience des mouvements de libération et des groupes de guérilla qui tinrent pour essentiel de ne rien dire en captivité afin de protéger ceux et celles qui poursuivent la lutte. Il en fut de même pour la résistance contre le fascisme. Chaque personne qui voulait sérieusement quelque chose de politique a réfléchi à cela et a appris dans cette manière de fonctionner. Dans le mouvement des étudiants, lorsque la criminalisation a commencé, le refus de témoignages était une nécessité largement comprise. Depuis, des militants dans plusieurs contextes ont été confrontés avec cette question. Ainsi pour nous dans la RAF, ne pas faire de témoignages, était aussi une condition nécessaire. Il n'y a pas d'autre protection – pour les prisonniers et les prisonnières, pour le groupe à l'extérieur et plus largement pour l'espace clandestin, son mouvement, ses structures et ses relations.

Et de toute façon – nous ne faisons pas de témoignages parce que nous ne sommes pas des témoins de l'état. Ni à l'époque, ni maintenant.

Malgré leur "filature à trames", les appareils de la sécurité de l'état n'ont pas réussi à obtenir une image relativement globale de nos mouvements. Même ceux et celles qui se sont effondrés sous la pression de l'isolation, de la diffamation et du chantage et qui ont été utilisés comme "témoins de la couronne", n'ont pas pu contribuer à compléter l'image. Les bribes et les morceaux que la sécurité de l'état a récoltés pour la contre-insurrection ne lui sont pas d'une grande utilité. Elle n'a pas la moindre idée de l'approche, de l'organisation, des traces, de la dialectique d'une guérilla urbaine dans les métropoles. Et il n'y a pas de raison de courir à son secours. Les actions de la RAF ont été discutées et décidées collectivement lorsque nous étions d'accord. Evidemment, tous ceux et toutes celles qui, à un moment donné, appartenaient au groupe et qui partageaient ses décisions portent aussi la responsabilité de celles-ci. Nous avons expliqué cela à plusieurs reprises, et ce n'est pas parce que la RAF appartient à l'histoire que nous changerons d'avis.

La structure collective de la RAF a été attaquée dès le début. Elle n'était pas supposée exister, il fallait qu'elle soit telle les vieilles structures d'antan, des relations autoritaires, "des officiers et des soldats", des meneurs et des disciples. C'était cela le langage imposé par la police, par la propagande, et c'est toujours le même langage aujourd'hui. La justice, néanmoins, qui se considérait "au premier plan" contre "l'ennemi de l'état numéro un", était en manque d'indices concrets puisque nous lui refusions notre collaboration. Sa solution était le paragraphe "collectif" 129/129a, avec lequel tout le monde pouvait être rendu coupable pour tout. Les condamnations se basaient en partie là-dessus et les détails criminalistiques n'étaient utilisés que pour supprimer les contextes politiques.

Par contre, les quelques témoignages publics que nous avons faits dans les procès pendant les années de taule, étaient déterminés collectivement, en tant que possibilité de dire quelque chose contre la pire propagande de chiotte. Les détails des attributs et des constructions de la sécurité de l'état ou de la justice n'étaient pas très importants pour nous. Nous étions en taule parce que nous avons commencé la lutte armée ici, et dans les procès notre seul intérêt, à la limite, était de transmettre le contenu et les objectifs de notre politique. Une politique d'attaque dans les métropoles, qui a compris et déterminé sa praxis dans le contexte international des luttes de libération contre le capitalisme.

S'il devait encore y avoir quelque chose à dire, ce ne serait qu'à ce propos.

mai 2010

# À propos de la situation actuelle

**Par un certain nombre de personnes qui,  
à des moments différents, étaient dans la RAF**

Depuis maintenant trois ans, la sécurité de l'état et les médias conjecturent sur qui précisément aurait, il y a plus de trente ans, tué le procureur général Siegfried Buback et l'industriel Hanns Martin Schleyer. Les enquêteurs sont à la recherche d'indices afin de trouver des coupables qui auraient été impliqués dans d'autres actions de la RAF. Les derniers prisonniers de la RAF ont à peine quitté la taule, que les uns se trouvent confrontés à de nouvelles procédures en justice, pendant que d'autres sont convoqués pour faire des témoignages et sont menacés de contraintes judiciaires. Après la première vague en été 2007, avec l'enquête contre Stefan Wisniewski, on essaie pour la deuxième fois, et ce, depuis fin 2009, de nous faire parler, formellement dans le cadre de l'enquête contre Verena Becker. Verena Becker était dans la RAF en 1977, en 1983 nous nous sommes séparés d'elle. Il y aura bientôt un nouveau procès contre elle, apparemment prélude à d'autres procès. Les enquêtes contre Stefan Wisniewski et Rolf Heißler sont toujours en cours.

De toute apparence, il s'agit d'obtenir des « récriminations », c.à.d. de mettre les participants sous pression et de les faire parler à propos de qui exactement aurait fait quoi. Pendant plus de 30 ans, personne ne s'est soucié de savoir qui était coupable de quoi. La priorité étant de nous faire disparaître derrière les barreaux. Depuis le spectacle médiatisé de « l'automne allemand » en 2007, la « lutte de clarification » est tout-à-coup devenue la question à mille francs. Il ne suffit pas que nous nous soyons déclarés responsables collectivement pour les actions de la RAF. Nous devons, « en fin de compte », vendre la mèche, afin, comme ils disent, de « renoncer à la logique de la conspiration ».

En vérité, il s'agit de réduire la discussion sur l'histoire de la lutte armée à un niveau de sang et de violence. À un niveau où chaque lien est coupé et traité en termes de criminologie, et ce, afin que ne se développe un espace dans lequel d'autres considérations que celles déterminées à priori ne puissent, en aucun cas, émerger.

Il y a des gens pour qui nous devrions « faire face » à une « discussion » dont les conditions ont déjà été fixées à l'avance et qui ont pour objectif de dépolitiser les actions de la RAF par la personnalisation. Ou comme le journal *Süddeutsche Zeitung* s'imaginait dans un commentaire à ce sujet : « Bientôt rien ne sera plus reconnaissable des motivations politiques dans cette guerre. [...] L'individualisation et la privatisation du terrorisme allemand constituent son stade ultime. Ce qui se passe avec le terrorisme allemand aujourd'hui est un cas de politique d'histoire appliquée: de la transformation rétrospective du domaine du politique vers le domaine de la vie privée. » (le 24 avril 2007)

On exige de nous d'arriver à un « accord historique » qui n'en est, en réalité, pas un. Une « conclusion finale » à laquelle personne d'autre que nous ne se tiendrait et dont les conditions ne sont guère négociables. C'est encore une grosse tentative d'enterrer des expériences réelles, d'empêcher des processus d'apprentissage, d'isoler les différentes luttes les unes des autres.

Là serait donc la fin de l'histoire. Une histoire dont rien ne subsisterait sinon l'auto-accusation et la dénonciation.

Ce qui déclencha toute cette affaire furent les préparations d'une campagne qui était destinée à créer la publicité pour le spectacle planifié pour l'automne 2007 et les productions cinématographiques qui en suivirent. Entre fin 2005 et fin 2006, des collaborateurs du *Spiegel* ont remué ciel et terre pour nous faire participer à une série télé rédigée par l'éditeur en chef du *Spiegel* Stefan Aust. Il fallait quelque chose de nouveau pour nourrir la campagne. Des anecdotes, des commérages, des bavardages qui pourraient fournir aux « témoins contemporains » pourris encore un peu de crédibilité.

On sait que cela n'a abouti qu'à retraire de vieilles « révélations », mais entretemps le protégé de Aust, Peter-Jürgen Boock, fut porté en avant pour

s'occuper des « victimes de la RAF ». Après qu'il n'y eu plus rien de nouveau à extraire des « experts » et des « témoins de la couronne », quelques politiciens exigèrent publiquement que les derniers prisonniers de la RAF ne soient libérés que s'ils donnaient des noms. Boock a utilisé cette occasion pour instrumentaliser, dès fin mars 2007, le fils du procureur général pour sa énième version des coupables avec cette fois les noms de ceux-là mêmes qui n'avaient pas encore été condamnés pour l'action en question.

Pour les médias ce fut le moment de commencer le jeu d'ams-tram-gram. Avec une vieille ruse de policier qui renverse simplement les rôles: avec assez de dénégations, le vrai coupable serait finalement automatiquement dévoilé. Le jour qui suivit un *talkshow* télévisé avec Boock fin avril 2007, Karl-Heinz Dellwo remarqua dans une émission de *Panorama* : « Je connais des cas où des gens étaient absolument innocents et ont fait de la prison pour d'autres ». À la question de savoir si nous devions donner des noms, il répondit « c'est aux gens de décider ça pour eux-mêmes ». Deux semaines plus tard, Knut Folkerts tombait dans le piège et déclarait, dans un entretien avec le *Spiegel*, son innocence dans l'affaire Buback. Par conséquent, le cirque dans les médias suffit au Bureau du Procureur Général pour formaliser les procédures en justice.

La RAF s'est dissoute en 1998 sur base de son évaluation du changement dans la situation politique globale. Apparemment, le fait que ce fut sa propre décision et qu'elle n'ait pas été vaincue par l'état, reste encore une source d'irritation constante. D'où le lamento éternel du « mythe » qu'il faut détruire. D'où la capitulation politique et morale qu'on exige de nous. D'où les tentatives de faire aboutir la criminalisation de notre histoire, jusqu'à la proposition malhonnête d'une « commission de la vérité ». Pendant que les recherches contre les illégaux, les campagnes de diffamation dans les médias et les procédures en justice contre les anciens prisonniers continuent, nous sommes sensés nous prosterner publiquement. Là où, après toutes ces années, ça n'a pas marché par « renonciation », nous sommes maintenant supposés nous dénoncer mutuellement. Sauve qui peut.

Aucun de nous n'a fait de témoignages, non pas parce qu'il y aurait eu un « accord » spécifique entre nous, mais parce que cela va de soi pour chaque

être humain doté d'une conscience politique. C'est une question de dignité, d'identité – du camp que nous avons choisi une fois pour toute.

Ne pas témoigner, n'est pas une invention de la RAF. Il y eu l'expérience des mouvements de libération et des groupes de guérilla qui tinrent pour essentiel de ne rien dire en captivité afin de protéger ceux et celles qui poursuivent la lutte. Il en fut de même pour la résistance contre le fascisme. Chaque personne qui voulait sérieusement quelque chose de politique a réfléchi à cela et a appris quelque chose dans cette manière de fonctionner. Dans le mouvement des étudiants, lorsque la criminalisation a commencé, le refus de témoignages était une nécessité largement comprise. Depuis, des militants dans plusieurs contextes ont été confrontés avec cette question. Ainsi pour nous dans la RAF, ne pas faire de témoignages, était aussi une condition nécessaire. Il n'y a pas d'autre protection – pour les prisonniers et les prisonnières, pour le groupe à l'extérieur et plus largement pour l'espace clandestin, son mouvement, ses structures et ses relations.

Et de toute façon – nous ne faisons pas de témoignages parce que nous ne sommes pas des témoins de l'état. Ni à l'époque, ni maintenant.

Malgré leur « filature à trames », les appareils de la sécurité de l'état n'ont pas réussi à obtenir une image relativement globale de nos mouvements. Même ceux et celles qui se sont effondrés sous la pression de l'isolation, de la diffamation et du chantage et qui ont été utilisés comme « témoins de la couronne », n'ont pas pu contribuer à compléter l'image. Les bribes et les morceaux que la sécurité de l'état a récolté pour la contre-insurrection ne lui sont pas d'une grande utilité. Elle n'a pas la moindre idée de l'approche, de l'organisation, des traces, de la dialectique d'une guérilla urbaine dans les métropoles. Et il n'y a pas de raison de courir à son secours. Les actions de la RAF ont été discutées et décidées collectivement lorsque nous étions d'accord. Évidemment, tous ceux et toutes celles qui, à un moment donné, appartenaient au groupe et qui partageaient ses décisions portent aussi la responsabilité de celles-ci. Nous avons expliqué cela à plusieurs reprises, et ce n'est pas parce que la RAF appartient à l'histoire que nous changerons d'avis.

La structure collective de la RAF a été attaquée dès le début. Elle n'était pas supposée exister, il fallait qu'elle soit telle les vieilles structures d'antan, des relations autoritaires, « des officiers et des soldats », des meneurs et des disciples. C'était cela le langage imposé par la police, par la propagande, et c'est toujours le même langage aujourd'hui. La justice, néanmoins, qui se considérait « au premier plan » contre « l'ennemi de l'état numéro un », était en manque d'indices concrets puisque nous lui refusons notre collaboration. Sa solution était le paragraphe « collectif » 129/129a, avec lequel tout le monde pouvait être rendu coupable pour tout. Les condamnations se basaient en partie là-dessus et les détails criminalistiques n'étaient utilisés que pour supprimer les contextes politiques.

Par contre, les quelques témoignages publics que nous avons faits dans les procès pendant les années de taule, étaient déterminés collectivement, en tant que possibilité de dire quelque chose contre la pire propagande de chiotte. Les détails des attributs et des constructions de la sécurité de l'état ou de la justice n'étaient pas très importants pour nous. Nous étions en taule parce que nous avons commencé la lutte armée ici, et dans les procès notre seul intérêt, à la limite, était de transmettre le contenu et les objectifs de notre politique. Une politique d'attaque dans les métropoles, qui a compris et déterminé sa praxis dans le contexte international des luttes de libération contre le capitalisme.

S'il devait encore y avoir quelque chose à dire, ce ne serait qu'à ce propos.

**Raoul Vaneigem** > Né à Lessines, dans le Hainaut, le 21 mars 1934, a fait des études de lettres à l'Université Libre de Bruxelles. De 1960 à 1969, il participe aux activités de l'*Internationale Situationniste*, publiant notamment dans la revue ses *Banalités de base*. Paru en 1967, le *Traité de savoir-vivre à l'usage des jeunes générations* ne fut pas étranger à l'apparition et à la part la plus radicale du Mouvement des Occupations de mai 1968. Son auteur n'a cessé depuis lors de défendre le projet d'une autogestion généralisée qui permettra à une société humaine de supplanter la vieille civilisation marchande en voie d'implosion. Ses thèses ont été développées, entre autres, dans *Déclaration des droits de l'être humain* ; *Entre le deuil du monde et la joie de vivre* ; *L'État n'est plus rien, soyons tout*.

**Christiane Voltaire** > Philosophe. Membre du Comité de rédaction des revues *Pratiques et Chimères*, elle a par ailleurs publié de nombreux articles en philosophie esthétique, philosophie politique et philosophie de la médecine, ainsi que plusieurs essais sur des artistes contemporains. Ouvrage paru : *Humanitaire, le cœur de la guerre* (éditions L'Insulaire, Paris, mars 2007).

**Sophie Wahnich** > Directrice de recherche au CNRS en histoire et science politique, au Laios/IIAC de l'EHESS. Spécialiste de la période révolutionnaire, elle interroge depuis l'expérience cosmopolitique du XVIII<sup>e</sup> siècle, les représentations actuelles de l'étranger, de la violence, de la guerre, que ce soit au musée, dans les discours juridiques, ou les formes esthétiques (arts plastiques, cinéma, théâtre). Elle a publié de nombreux ouvrages sur ces domaines de recherche : *Les Émotions, la Révolution française et le présent* (Éditions du CNRS, 2009) ; *L'Impossible citoyen, l'étranger dans le discours de la Révolution française* (Albin Michel, 1997-2010) ; *La Liberté ou la mort, essai sur la violence et le terrorisme* (La Fabrique, 2003) ; *La Longue patience du peuple, 1792, naissance de la République* (Payot, 2008) ; *Fictions d'Europe, la guerre au musée en France, en Grande-Bretagne, et en Allemagne* (Éditions des Archives contemporaines, 2003) ; *Une histoire politique de l'amnistie* (PUF, 2007).

Remerciements : Thierry Discepolo, Liliane Giraudon, Fabienne Létang, Marie Pellaton...

*Contre-Attaques. Perspective 2 : Jean-Marc Rouillan*

© SARL Al Dante & les auteurs

Photo Couv. : Pierre Linguanotto

Imprimerie : Standartų spaustuvė (Vilnius, Europe).

Dépôt légal : 2<sup>e</sup> trimestre 2011

Numéro ISBN : 978-2-84761-861-7

www.al-dante.org

## CONTRE-ATTAQUES

### PERSPECTIVE 2

Bernard Aspe  
Daniel Bensaïd  
Véronique Bergen  
Julien Blaine  
François Bianciak  
Francis Capron  
Alexandre Costanzo  
Yan Ciret  
Chloé Delaume  
Laurence Denimal  
Cédric Demangeot  
Jean-Paul Dollé  
Jean-Baptiste Farkas  
Jean-François Gava  
Joëlle Gayot  
Catherine Hass  
Rémi Hess  
ikhéa@services  
Rada Ivekovic  
Manuel Joseph  
Alain Jugnon  
Pierre Linguanotto  
Emmanuel Loi  
Michael Löwy  
Lilian Mathieu  
Aïcha Liviana Messina  
Myr Muratet  
Stéphane Nowak Papantoniou  
Serge Quadruppani  
Charles Pennequin  
Certains qui étaient de la RAF  
Mathieu Rigouste  
Anne Sauvagnargues  
Valentin Schaepelynck  
Yannick Souladié  
Raoul Vaneigem  
Christiane Voltaire  
Sophie Wahnich



Jean-Marc Rouillan

Daniel Bensaïd

Henri Lefebvre

Pierre Goldman

AL DANTE / COLLECTIF